

DISCOURS D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL AU

COMITÉ DES PRODUITS

28 mai 2012

Madame la Représentante permanente adjointe de Sri Lanka, Présidente du Comité des produits,

Mesdames et Messieurs les ministres, ambassadeurs et représentants permanents,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile, du secteur privé et des organismes internationaux de produit,

Chers collègues de la FAO et d'autres organisations des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Soyez les bienvenus à la soixante-neuvième session du Comité des produits de la FAO.

C'est le plus ancien comité technique de la FAO, puisqu'il a tenu sa première session en 1950. Il demeure une enceinte mondiale unique en son genre pour l'examen de l'évolution récente des marchés et des politiques et de traitement des problèmes d'apparition récente. Il n'a rien perdu de sa pertinence.

En 2011, la facture d'importations alimentaires des pays à faible revenu et à déficit vivrier, les plus exposés aux chocs liés aux revenus et aux prix, dépassait 212 milliards d'USD.

Près de trois milliards de personnes vivent dans ces pays, mais elles sont beaucoup plus nombreuses à être tributaires des importations alimentaires et à être exposées à l'évolution des marchés internationaux des aliments.

De ce fait, que ce soit pour les consommateurs ou les producteurs, les pays importateurs ou les pays exportateurs, les marchés internationaux et les échanges jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire.

C'est pourquoi l'instabilité accrue des marchés que l'on observe depuis quelques années est préoccupante. En 2010, elle était à peu près deux fois plus importante qu'au début des années 90.

Si les prix élevés ont un coût pour les consommateurs pauvres, mais peuvent apporter des avantages aux producteurs, une instabilité importante a des conséquences négatives pour les uns comme les autres.

En effet, elle peut faire de personnes vulnérables des victimes de la faim.

Pour les agriculteurs, l'instabilité renforce l'incertitude qui est inhérente à la production agricole et a un effet dissuasif sur les investissements.

Aujourd'hui, les prix élevés des denrées alimentaires constituent une menace à l'échelle mondiale pour les consommateurs pauvres. Mais il faut aussi savoir qu'il n'y a pas si longtemps, les prix peu élevés des produits agricoles ont ôté toute viabilité économique à l'agriculture pour de nombreux petits exploitants des pays en développement.

Jusqu'en 2006, le coût du panier mondial des denrées alimentaires a diminué de près de moitié en 30 ans, en données corrigées de l'inflation.

Dans ce contexte de disponibilité d'aliments à un prix abordable sur les marchés internationaux et de nécessité, pour les gouvernements de procéder à des réformes structurelles, le secteur agricole a perdu son importance dans de nombreux pays en développement, en particulier les plus pauvres.

Le récent revirement a modifié la donne. La hausse des prix et leur forte instabilité tiennent à différents facteurs, notamment les chocs des approvisionnements, le faible niveau des stocks, la hausse des prix de l'énergie, une spéculation excessive, les restrictions aux échanges appliquées par certains pays face à la crise alimentaire et le raffermissement de la demande mondiale.

Parmi tous ces facteurs, le rôle de la spéculation excessive figure à n'en pas douter parmi ceux qui ont suscité les plus vives polémiques.

Certains auteurs estiment que la spéculation n'a qu'un effet négligeable, si ce n'est nul, sur les prix. À l'autre extrême, d'autres estiment qu'il y a des personnes qui se livrent à des paris sur les produits alimentaires sur les marchés internationaux.

Il ne s'agit pas ici de la spéculation liée à la formation des prix et au fonctionnement normal des marchés à terme, mais bien de la spéculation excessive sur les marchés financiers des produits dérivés, qui amplifie et accélère les variations de prix.

La controverse n'est pas nouvelle. Après le krach boursier de 1929 et la dépression des années 30, le Gouvernement des États-Unis a essayé de limiter les effets négatifs d'une spéculation effrénée.

L'instabilité des prix des denrées alimentaires va demeurer parmi les principales préoccupations de la communauté internationale et elle est tout à fait prioritaire à la FAO s'agissant de l'analyse et des avis en matière de politique.

L'année dernière, la FAO et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont coordonné le rapport des organisations internationales destiné au G20 sur les actions engagées face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires et ont

organisé des ateliers relatifs aux politiques dans chaque région. La FAO a également appuyé l'initiative du Président Fernandez de la République dominicaine qui a abouti à l'adoption de la Résolution de l'ONU intitulée « Lutter contre la volatilité excessive des cours sur les marchés des produits alimentaires et les marchés financiers et marchés des produits de base connexes ».

La semaine dernière, j'ai rencontré Patricia Espinosa, Ministre mexicaine des affaires étrangères, dont le pays assure la présidence du G20. Elle a estimé que nous avons besoin de mécanismes mondiaux pour favoriser la production vivrière et que la spéculation financière devrait être encadrée pour éviter ces effets de distorsion. Elle a également demandé à la FAO de travailler davantage à cette question.

Il est nécessaire d'approfondir les recherches à ce sujet, mais un consensus commence à se dégager selon lequel la financiarisation des marchés des produits agricoles a amplifié les mouvements des prix de ceux-ci. Une certaine réglementation est nécessaire pour éviter qu'elle ne continue à accentuer les oscillations de prix sur les marchés internationaux des produits dérivés.

Dans un proche avenir, les prix vont probablement rester plus élevés qu'ils ne l'étaient par le passé et probablement aussi très instables.

Nous tenons là l'une des tendances mondiales qui ont été identifiées dans le cadre du processus de réflexion stratégique que la FAO met en œuvre pour réorienter la stratégie et les priorités futures de l'Organisation.

Il s'agit d'un processus participatif, au cours duquel sont consultés les membres, le personnel et des experts externes, ainsi que les partenaires, processus que j'ai engagé dès ma prise de fonctions en janvier. Nous avons commencé par recenser les principales tendances qui façonnent notre monde et qui ont une incidence sur les domaines relevant du mandat de la FAO.

Onze tendances ont été identifiées, en particulier l'augmentation de la demande alimentaire, la hausse et l'instabilité accrue des prix des denrées alimentaires, une concurrence plus vive pour les ressources naturelles, le changement climatique et une plus grande vulnérabilité.

À partir de ces tendances, nous avons dégagé sept défis: éliminer l'insécurité alimentaire, passer à une production et à une consommation alimentaires viables, améliorer les moyens d'existence et la capacité de résistance des populations rurales, rendre les systèmes alimentaires et agricoles plus équitables, moins sélectifs et renforcer les mécanismes de gouvernance à tous les niveaux.

Nous examinons ce processus de réflexion stratégique dans les diverses enceintes des organes directeurs de la FAO. Nous avons déjà reçu des apports et un appui vigoureux des cinq conférences régionales de la FAO et du Comité de l'agriculture. J'attends avec intérêt de prendre connaissance de vos observations sur les tendances et les défis mondiaux. Les débats se poursuivront pendant les semaines à venir, notamment à la prochaine session du Conseil de la FAO, à la mi-juin.

Mesdames et Messieurs

L'ordre du jour aussi riche que varié de cette session aborde notamment la question de la réforme du Comité. J'appuie sans réserve les efforts déployés pour améliorer le fonctionnement du Comité et le placer résolument au cœur du débat mondial relatif aux marchés et au commerce des produits agricoles, ainsi qu'aux politiques qui s'y rapportent.

Le Comité aura la possibilité d'examiner l'évolution récente du commerce régional, notamment les accords. À cet égard, un événement spécial dont le thème est: « Renforcement des échanges intra-africains », a été prévu.

Le renforcement de l'intégration régionale apporte beaucoup d'avantages mais soulève aussi beaucoup de problèmes. Le commerce intra-africain, par exemple, ne représente que 10 pour cent des échanges du continent.

Le Comité sera saisi de rapports relatifs à l'action que la FAO a menée pendant ces deux dernières années pour le G20, dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Vous serez informés de l'appui que nous avons fourni et de l'état d'avancement de la mise en place du Système d'information sur les marchés agricoles.

Pendant cette session, vous vous pencherez sur les perspectives à court et à moyen termes des marchés des produits agricoles.

Comme vous le savez, les Nations Unies ont proclamé 2012, Année internationale des coopératives.

À cet égard, j'ai le plaisir de vous informer qu'un événement spécial se tiendra demain matin, avec la participation de Mme Laura Chinchilla, Présidente de la République du Costa Rica. Cet événement fait écho à l'intérêt que le Comité porte à l'intégration des petits producteurs dans les marchés, qui fait d'ailleurs l'objet d'un autre point de votre ordre du jour.

L'intégration dans le marché contribue à la sécurité alimentaire. Au moins 70 pour cent des personnes vivant dans une extrême pauvreté se trouvent en milieu rural. La plupart d'entre elles sont de petits producteurs et des exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance et, le plus souvent, produisent à peine de quoi survivre. Un meilleur accès aux marchés et à des technologies adaptées à leurs besoins pourrait leur permettre de dépasser le stade de l'agriculture de subsistance et les aider à surmonter le déficit de productivité qui les caractérise le plus souvent.

Il n'est plus acceptable que les petits producteurs continuent à être associés au problème de la faim. Ils constituent au contraire un élément important de la solution à ce problème et contribuent de manière fondamentale à la promotion de l'agriculture durable et à la gestion de nos ressources naturelles.

Et, avec la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, qui va s'ouvrir dans moins d'un mois, souvenons-nous et réaffirmons que le développement durable passe nécessairement par l'élimination de la faim et de la malnutrition.

La Conférence Rio+20 est l'occasion idéale d'analyser la convergence qui existe entre la sécurité alimentaire et la production alimentaire durable, pour faire en sorte que ces deux objectifs soient réalisés. Ils exigent l'un comme l'autre des changements qui conduisent à l'adoption de modèles de production et de consommation plus viables.

En même temps, gardons présent à l'esprit que la transition vers un avenir viable requiert aussi des changements fondamentaux dans la gouvernance mondiale de l'alimentation et de l'agriculture et un financement suffisant pour assurer le passage à un système de production plus durable. Il est important de se demander qui en paie le prix.

Le coût exact de cette transition est encore assez vague mais, si l'on en croit les estimations préliminaires du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il est élevé.

Par le passé, les pauvres ont payé plus que leur part des coûts de la transition et ont retiré moins que leur part des avantages. C'est un déséquilibre auquel il faut remédier.

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs, vos débats sur les divers points de l'ordre du jour aideront la FAO à définir ses priorités, en particulier dans le domaine des marchés et du commerce des produits. Je souhaite que vos travaux soient constructifs et fructueux et attends avec intérêt les résultats de vos délibérations. Merci.